

ALTERNATIVE **Pour une société humaniste, démocratique et laïque**

Pouvoir d'achat humaniste

La plus-value est la différence entre la valeur de la production et la rémunération du travail qui l'a permise : $V - V' = \text{plus-value}$. Cette plus-value est destinée à rémunérer le propriétaire des moyens de production pour qu'il vive, qu'il entretienne ses moyens de production et qu'il investisse pour accroître la production. La plus-value est donc un pourcentage de la richesse créée. Or, ce pourcentage est resté inférieur à 20 % pendant la première phase de la révolution industrielle liée au charbon et à l'électricité. Puis le taux de la plus-value a augmenté jusqu'à 40 %, voire plus : c'est autant de moins pour la rémunération du travail des actifs et des pensions des retraités à une époque qui a vu la production de richesses et la population mondiale exploser. La plus-value fournit d'énormes sommes d'argent que les grands groupes financiers, à appellations multiples et changeantes, sont disposés à prêter aux états.

Fiscalité démocratique

Dans sa lettre aux citoyens français, le Président de la République énumère longuement les charges qui pèsent sur l'Etat et qui justifient le paiement des impôts directs et indirects et des taxes : parmi ces charges, il y a le paiement de la dette, celui des intérêts et du principal ... Or, la dette souveraine, c'est à dire celle de l'Etat, des collectivités territoriales et de la fonction publique hospitalière représente à ce jour presque l'équivalent du PIB c'est-à-dire la richesse produite sur le territoire national en un an. Cette dette représente une partie de ce qui a été soustrait à la rémunération du travail, et les travailleurs actifs et retraités doivent payer une nouvelle fois la dette pour la rembourser par leurs contributions redevenues des impôts honnis.

Il faut donc un moratoire sur la dette puis un audit afin de départager la bonne dette de la mauvaise. Il restera à renégocier, à un taux raisonnable et selon un rééchelonnement nouveau, le remboursement de la bonne dette. Il est nécessaire aussi de mettre un terme à l'excessive plus-value du capital pour redonner du pouvoir d'achat aux actifs et aux retraités, pour développer les services publics qui sont une façon de redistribuer la richesse produite et reprendre l'aménagement du territoire pour que ne s'opposent plus les métropoles et leurs périphéries dans le souci d'une écologie laïque réelle. Il faut en effet que toute la Nation soit à égalité de droits pour que la fraternité se réalise et que la liberté soit l'apanage de tous les citoyens.

Institutions laïques

Mais pour cela il est nécessaire de revenir sur le référendum de 2005 qui a donné un NON massif au projet de traité constitutionnel de l'Union européenne. Ce traité n'en est pas moins devenu une partie de la Constitution française par le déni des résultats du suffrage universel pratiqué par les dirigeants politiques. Une fois qu'elle sera débarrassée de ses oripeaux européens, il sera loisible de changer ou non la Constitution afin de faire vivre la République universelle et laïque à laquelle aspire la majorité de la population française. Ainsi, le Peuple redeviendra le détenteur de la souveraineté nationale comme cela est inscrit dans la Déclaration de 1789.

Tel est l'essentiel de la contribution des Syndicats e.i.L. Convergence qu'ils entendent porter au grand débat décidé par l'actuel pouvoir exécutif.

Capitalismus delendus est.